

Chômage : Eveillé·es, contre la politique de contrôle, de répression, de division.

Lundi 8 Juillet, nous nous sommes rassemblé·es à l'occasion du dépôt d'un recours au conseil d'État contre le décret du 28 décembre 2018 qui aggrave considérablement les contrôles et les sanctions à l'égard des demandeur·es d'emploi.

Nous voulons faire annuler ce décret inadmissible, qui est une étape d'un projet plus large, violent, qui écrase les plus fragiles, détruit les possibilités de se défendre et criminalise la pauvreté.

Nous voulons de nouveaux droits sociaux, et entre autres une sécurité sociale unique et universelle couvrant le risque du chômage, pour pouvoir vivre dignement toutes et tous, quelles que soient nos origines, nos religions, nos couleurs de peaux, nos genres, nos activités professionnelles ou autres.

Nous avons aussi collectivement affirmé notre soutien aux luttes de toutes celles et ceux qui aujourd'hui se révoltent contre la destruction des droits du travail, des droits sociaux, de la protection sociale, des services publics, des biens communs, de nos désirs. Nous appelons à l'union de ces forces pour combattre le système à l'œuvre, engrenage infernal créant plus de souffrance tout au long de la vie.

La situation est grave et propice au désespoir. Le capitalisme orchestre des tensions de plus en plus violentes entre ceux et celles qui sont bien intégré·es et les exclu·es du système mais aussi entre les exclu·es elle·eux-mêmes. La déshumanisation du traitement réservé aux migrants est le rouage initial pour ancrer une haine décomplexée du plus faible présenté comme coupable de nos maux.

Face à celles et ceux qui tentent de monter ceux et celles qui ont un emploi contre ceux et celles qui n'en ont pas, nous affirmons que nous sommes pour défendre les droits de tous et toutes, comme nous réaffirmons sans relâche la nécessité de s'élever contre toutes idéologies et pratiques d'oppression et de discrimination, qu'elles soient notamment racistes, sexistes, homophobes, transphobes, patriarcales, colonialistes, révisionnistes, autoritaires. Nous ne les subissons pas toutes et tous de la même façon. Ensemble, refusons la haine de l'extrême droite et affiliés qui cherche à infiltrer nos actions. Reprenons le pouvoir sur nos vies – pour toutes et tous.

Notre rassemblement à l'occasion de la remise du recours n'était qu'un moment de notre mobilisation. Nous serons à nouveau dans la rue plus uni·es et plus fort·es.

Signataires : AC !, APEIS, MNCP, CNTPEP-CGT, Solidaires SUD Emploi, Recours Radiation, CIP-IdF, CIP-MP, Solidaires Précaires Chômeurs Calvados, Sud Solidaires Précaires 76, Sud Culture Solidaires, Union syndicale Solidaires.